

éditorial

jeunesse et démocratisation des systèmes alimentaires

Décembre débute. Une année de plus dans le cycle de la vie touche à sa fin, l'occasion de rechercher espoir et solidarité face à des difficultés immenses. La planète est en proie à la hausse des températures, des événements météorologiques imprévisibles, la pauvreté extrême, la faim, des guerres, des conflits et la violence.

Un système qui a placé les intérêts et les bénéfices d'un petit nombre au profit de la majorité a provoqué cette catastrophe. Le système alimentaire industriel mondial en est la preuve. C'est l'une des plus importantes sources de pollution au monde. Il consomme deux tiers des ressources mais ne peut nourrir qu'un quart de la population mondiale, et est l'origine de pratiques destructrices et polluantes à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement. À l'inverse, l'agriculture paysanne nourrit encore actuellement 70 % de la population mondiale tout en assurant des cycles de production, distribution et consommation alimentaires sains et harmonieux.

Le temps est venu de rappeler aux institutions de gouvernance alimentaire et aux gouvernements du monde que pour résoudre la crise alimentaire mondiale, les communautés paysannes, les

peuples indigènes, les travailleurs migrants, les travailleurs agricoles, les artisans pêcheurs, les éleveurs et bergers doivent jouir du pouvoir et de l'autonomie pour assurer la souveraineté alimentaire sur nos territoires. Rassemblons-nous derrière les systèmes alimentaires conçus par et pour les personnes, d'une manière agroécologique qui respecte le cycle de la vie sous toutes ses formes. Les conditions disponibles pour que les jeunes et futurs producteurs à petite échelle se lancent dans le processus de production seront aussi un élément déterminant pour la protection et la multiplication de ces systèmes alimentaires divers, décentralisés et résilients. Ce numéro de la newsletter Nyéléni s'intéresse à la démocratisation des systèmes alimentaires des personnes et la nécessité impérieuse de protéger le rôle et l'avenir des jeunes agriculteurs dans ce processus.

L'articulation des jeunes de La Via Campesina

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum International Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. Le bulletin Nyéléni est la voix de ce mouvement international.

Organisations impliquées: AFSA, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, Forum mondial des populations de pêcheurs, GRAIN, Grassroots International, La Marche mondiale des femmes, Le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Les Amis de la Terre international, Radio Mundo Real, Transnational Institute, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WAMIP, WhyHunger.

souveraineté alimentaire maintenant !

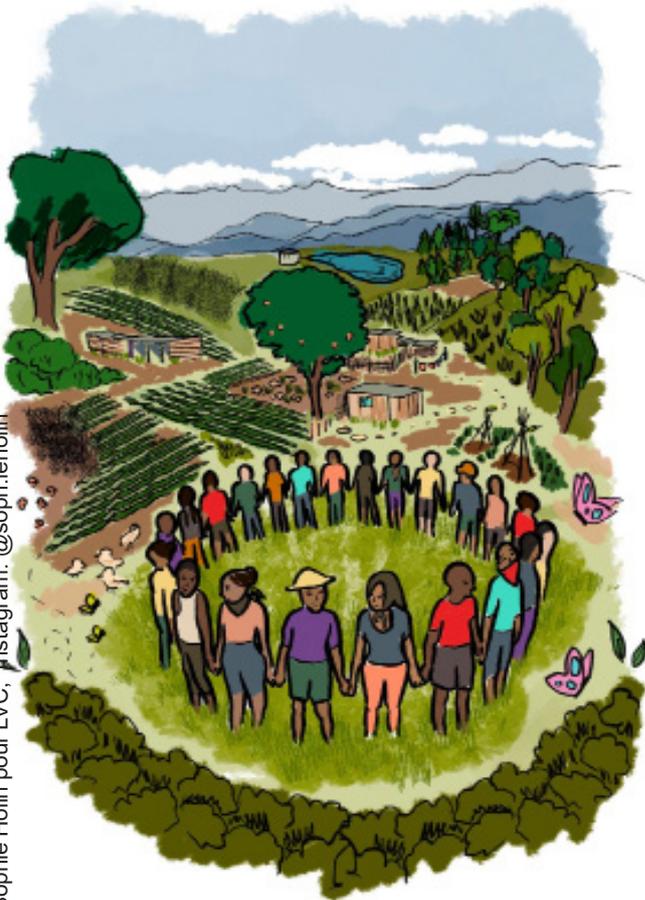
Aidez nous à construire le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire

abonnez-vous !

www.nyeleni.org

Chaque contribution compte:
Soutenez le bulletin Nyéléni

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
branche en Espagne
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra
IBAN: ES2315500001220000230821
BIC/SWIFT: ETICES21XXX



encadré 1

Les jeunes paysans africains dans la défense de l'agroécologie

Extrait d'une Déclaration¹ de l'articulation des jeunes de La Via Campesina en Afrique du Sud et de l'Est.

“Nous, les jeunes paysan·nes, membres de La Via Campesina en Afrique du Sud et de l'Est sommes persuadés que l'agroécologie a la capacité de restaurer les écosystèmes agricoles dégradés, y compris la perte de biodiversité, et de nourrir durablement les populations en pleine expansion de nombreux pays africains. Les systèmes de production agroécologiques sont diversifiés et améliorent la santé et les services des écosystèmes, ce qui rend les écosystèmes plus résistants aux conditions climatiques changeantes, réduit de manière significative les émissions de gaz à effet de serre et s'attaque aux barrières socio-économiques qui perpétuent les injustices et les inégalités dans nos systèmes alimentaires. En outre, l'approche de l'agroécologie paysanne est transversale, contribuant de manière importante à diverses couches et dimensions des contextes sociaux locaux.

Nous sommes aussi persuadés que l'agroécologie est le meilleur moyen de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets. Elle utilise des techniques agricoles telles que la diversification des cultures, le labour de conservation, les engrais verts, les engrais naturels, la lutte biologique contre les parasites, la récupération des eaux de pluie et la production de cultures et de bétail dans des conditions qui permettent de stocker le carbone et protéger durablement les biens communs.

Nous demandons aux gouvernements de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) qui établit des mécanismes pour que les voix des communautés rurales soient entendues et souligne que les petit·es agriculteur·trices, en particulier les jeunes, ont le droit de protéger et de conserver les ressources de production et la capacité de production de leurs terres. Nos gouvernements doivent soutenir la création des conditions permettant de renforcer le développement des compétences des jeunes afin de créer des opportunités éthiques et profitables dans des domaines et les activités qui protègent et restaurent les écosystèmes. Il est impératif de soutenir les exploitations familiales paysannes de toutes les manières possibles, car elles sont des acteurs clés de l'agroécologie et une voie essentielle pour parvenir à la justice climatique.”

1 - <https://viacampesina.org/fr/appui-au-renforcement-du-developpement-des-competes-des-jeunes-qui-protigent-et-restaurent-les-ecosystemes/>

sous les feux de la rampe

Dérèglements climatiques, Covid-19 et conflits armés ont ébranlé toute l'économie mondiale, et ces crises simultanées affectent la sécurité alimentaire mondiale de manière inédite. La pandémie de Covid-19 a exacerbé la crise alimentaire mondiale actuelle. En 2020, 3,1 milliards de personnes n'avaient pas les moyens de s'offrir une alimentation saine, et en 2021, près de 2,3 milliards de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire modérée à élevée.

L'indice FAO des prix des produits alimentaires par l'ONU a enregistré des records historiques, c'est la preuve que la crise alimentaire mondiale s'est encore aggravée en mars 2022. En cause, des déséquilibres entre l'offre et la demande en céréales, graines oléagineuses, carburants et engrais engendrés par une série de conflits et guerres géopolitiques. Pourtant, les causes de l'insécurité alimentaire sont étroitement liées à la pauvreté structurelle et les accords commerciaux injustes entre États. À l'instar des crises des prix des produits alimentaires de 2008 et 2011, la crise actuelle est fortement affectée par la spéculation financière et la volatilité des prix sur les marchés mondiaux.

La Via Campesina (LVC) et nos alliés du mouvement pour la souveraineté alimentaire dans le monde continuent de s'opposer à l'agro-industrie et aux fausses solutions du néolibéralisme. Nous nous mobilisons et nous organisons pour défendre des mesures réelles et populaires pour un grand changement social. Mettons fin à l'OMC ! Rendons le commerce international respectueux des droits des paysans, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire !

Les jeunes sont les protagonistes de la transformation sociale

Les jeunes sont des sujets politiques avec un rôle unique à jouer dans l'exercice du contrôle démocratique des systèmes alimentaires. Tout d'abord, les jeunes ont le devoir d'apprendre du passé. Une analyse historique des difficultés sociales, économiques, et environnementales est nécessaire pour coordonner des stratégies efficaces et des actions concrètes pour traiter les causes à la source.

Il incombe également aux jeunes d'analyser le présent avec clarté et précision, avec la perspective de cette génération en particulier en utilisant des notions comme celle de souveraineté alimentaire et des outils comme l'UNDROP¹ dont nous nous sommes dotés grâce aux processus de formation de LVC. De plus, les jeunes doivent impérativement continuer à chercher des solutions aux problèmes actuels tout en œuvrant pour garantir les droits et le bien-être des générations à venir.

Les jeunes sont en première ligne de la lutte pour la souveraineté alimentaire. Ils jouent un rôle majeur dans la mobilisation et l'émergence d'un nouveau leadership. Au cours de la dernière décennie, plusieurs membres de notre mouvement pour la souveraineté alimentaire dans le monde, à l'origine de la rencontre de Nyéléni au Mali en 2007 et présents à l'événement, ont rappelé la nécessité que les jeunes paysans et militants reprennent le flambeau et continuent le combat. Ainsi au fil des années, grâce à des espaces comme le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) entre autres, nous avons formé un front unifié et créé des plateformes de formation et pédagogiques pour les jeunes du mouvement issus des communautés paysannes, indigènes, de la pêche et de l'élevage.

Grâce à des occasions pleines de sens pour impliquer les jeunes à tous les niveaux de la lutte pour la souveraineté alimentaire, nous sommes de plus en plus intégrés au mouvement. De plus, grâce à nos espaces organisés de manière autonome nous avons pu définir nos priorités politiques et nos propositions d'action. →

1 - Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP en anglais).

→ Les jeunes exigent des solutions radicales à la crise alimentaire actuelle

Depuis trois décennies, des mouvements sociaux de la base ont accru la pression sur les gouvernements pour une démocratisation politique et économique des systèmes alimentaires et agricoles. Dès le début, nous avons milité pour une participation directe et efficace des organisations paysannes et indigènes dans l'élaboration, la mise en application et le suivi des politiques agricoles et programmes de développement rural. Des sujets de fond ayant mené à la création du mouvement pour la souveraineté alimentaire mondiale restent d'actualité et sont au premier rang de nos priorités politiques actuelles, à savoir la dette extérieure, le commerce international, la protection de l'environnement mais aussi l'agroécologie, l'égalité des sexes, et les droits des femmes, de la communauté LGBTQI+ et des paysans. Les jeunes hissent l'étendard de cette cause lors de mobilisations massives, de campagnes de communication et de processus d'éducation politique. Nous progressons également dans les négociations législatives et nos efforts de militantisme au sein des espaces de l'ONU.

Par exemple, entre mai et octobre 2022, les jeunes de LVC ont pris part à des consultations organisées par le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) en collaboration avec la FAO et dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (DNUAF). Les consultations régionales se sont intéressées au Pilier 2 de la Décennie² concernant des thèmes comme la migration des jeunes, les inégalités des sexes, l'accès aux terres et au marché et le transfert intergénérationnel des ressources de production et des connaissances. Ce processus a permis d'identifier les défis communs et de discuter des approches politiques sur la question du renouvellement générationnel dans l'agriculture paysanne. Ses résultats doivent participer à la mise en application du Plan d'action mondial de la Décennie. Les consultations ont clairement mis en évidence que les besoins en réformes agraires globales et réelles, formation en agroécologie et plans adéquats d'héritage des exploitations sont pressants pour permettre aux jeunes d'avoir un avenir en zone rurale.

En juin, les jeunes se sont mobilisés contre la 12e Conférence ministérielle de l'OMC organisée à Genève. Nous avons contribué aux débats internes pour l'analyse contextuelle de la crise alimentaire mondiale mais aussi pendant des événements publics dans des espaces militants et universitaires. Les jeunes se sont aussi fortement engagés au sein de la délégation restée à Genève pour défendre la cause des droits des paysans auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Nous avons organisé et participé à des réunions avec des représentants des États membres afin d'évaluer leur volonté politique de soutenir une future résolution du Conseil pour lancer une procédure spéciale pour la mise en application de l'UNDRIP, la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales. Nous avons également été acteurs d'un processus législatif au sein du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale des Nations Unies (CFS) intitulé «Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires». Depuis plus de deux ans, nous coordonnons et participons activement au groupe de travail des jeunes du Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSCPA). Nous avons désormais des possibilités politiques pour organiser au niveau national et pour faire pression sur les États, pour qu'ils appliquent les aspects plutôt positifs du document juridique du CFS, comme les recommandations sur les droits humains, la dignité des moyens de subsistance, les marchés informels, les commandes publiques, l'agriculture urbaine, des politiques transformatrices de genre ainsi que les liens établis entre la DNUAF et les références aux réformes de redistributions dans le cadre des Directives volontaires sur les baux fonciers du CFS.

La durabilité et l'impact pérennes de notre mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire reposent sur la création et l'élargissement de nos alliances avec les secteurs alliés, en unissant nos forces à celles de mouvements urbains et ruraux, et avec des syndicats de travailleurs. Une importance égale doit aussi être accordée à l'organisation de processus qui reposent en grande partie sur des engagements faisant sens et sur la formation des jeunes dans tout le mouvement et dans les secteurs alliés. La continuité, la cohérence et la pertinence actuelle du mouvement pour la souveraineté alimentaire dépendent du renouvellement des générations à travers le renforcement des capacités pour les jeunes, l'ouverture d'un dialogue intergénérationnel et la mobilisation de toutes et tous pour une vraie transformation sociale.

2 - Pilier 2 - Transversal. Soutenir les jeunes et veiller à ce que l'agriculture familiale s'inscrive à travers les générations.

encadré 2

Les jeunes paysans latino-américains dans la défense de la souveraineté alimentaire

Extrait d'une Déclaration¹ des jeunes représentant·es de 11 pays des régions d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord et des Caraïbes.

“Comme dans d'autres secteurs productifs du monde, les impacts de la pandémie de Covid-19 se sont révélés extrêmement négatifs dans le secteur agricole, générant une grande perte économique pour les paysan·nes. Les petits et moyens producteur·rices ont été touché·es, sans même bénéficier de soutien gouvernemental dans certains des pays. Ceci a aggravé la situation créée par le Covid-19 et augmenté la crise sociale, politique, sanitaire et économique.

Nous réaffirmons notre engagement à défendre l'agroécologie comme un principe fondamental dans la lutte pour la souveraineté alimentaire et les droits des paysan·nes. Nous sommes solidaires avec Cuba, Haïti, Porto Rico, le Nicaragua, le Venezuela ou encore la Colombie pour leur résistance face à l'ingérence des pays capitalistes et néolibéraux, où l'agrobusiness et les sociétés transnationales continuent leur assaut de masse. Nous dénonçons la criminalisation des luttes, qui mine la souveraineté et l'autonomie des peuples, qui provoque des déplacements et force à la migration et, dans certains pays, aggrave la pauvreté. Nous demandons que soient garantis le respect de l'égalité des sexes, les droits fondamentaux de l'ensemble de la population et une vie exempte de violence et d'insécurité. Nous demandons que soit garanti le droit universel à la santé, et dénonçons la concentration des vaccins contre le Covid-19, dont le monopole est détenu par les pays riches, violant ainsi le droit à la santé des pays les plus pauvres.”

1- <https://viacampesina.org/fr/rencontre-continentele-sur-les-jeunes-et-sur-lagroecologie-declaration-finale/>



l'écho des campagnes

1 *Micherline Islanda, Union des petits producteurs (Tet Kole Ti Peyizan Ayisyen), Haïti*

Les « systèmes alimentaires » désignent toutes les étapes requises pour nourrir une population : la culture, la récolte, l'emballage, le transport, le marketing, la consommation et le recyclage. L'accès aux terres est très difficile en Haïti et c'est un obstacle majeur à la souveraineté alimentaire. Le système alimentaire industriel prédominant n'est pas durable car il ne produit pas assez d'aliments nourrissants et adaptés culturellement pour tout le monde. De plus, il est nocif pour la planète. L'agriculture industrielle fait partie des plus gros pollueurs et met en péril la survie des générations à venir.

Pour répondre à ces défis, nous organisons des sessions de formation suivant les causes pour lesquelles LVC lutte. Nous organisons les jeunes et nous retrouvons pour remonter à l'origine de cette hégémonie et exploitation économiques. Nous analysons les actions de l'État ainsi que les entraves structurelles et systémiques qui empêchent les paysans de posséder ou accéder à nos territoires. Nous travaillons aussi sur les sujets de la domination sociale et culturelle, l'accès au crédit, le marketing, la transformation, l'artisanat, la pêche et la pisciculture, le bétail, les baux, l'environnement, les infrastructures, le tourisme, les ressources minières et énergétiques, l'accès à l'eau potable et l'assainissement. Nous étudions les systèmes agroécologiques locaux nécessaires pour parvenir à la souveraineté alimentaire. Nous pratiquons et partageons une production agricole reposant sur des pratiques d'agriculture familiale.

3 *Vimukti (Anuka) De Silva, Mouvement pour une réforme nationale foncière et agricole, Sri Lanka*

L'instabilité économique, politique et sociale dans des sociétés dépendantes de la dette comme le Sri Lanka anéantit les rêves des jeunes. Les jeunes paysans, déjà vulnérables à bien des égards, sont face à un avenir inquiétant. Beaucoup d'entre nous désespèrent et partent vers les villes ou à l'étranger pour occuper des postes dangereux et instables. Les prêts de microfinance ont enfermé les femmes et les familles rurales dans un cercle vicieux d'endettement et d'indignité. Nous avons créé le Mouvement pour une réforme nationale foncière et agricole, et nous ne cessons d'œuvrer pour un processus politique et économique alternatif en mobilisant les jeunes, pour qu'ils fassent valoir leurs droits. Le modèle capitaliste dominant voit les aliments comme une marchandise qui se vend. La production alimentaire au sein du système capitaliste ne répond en aucun cas à la famine. Aussi, nous nous tournons vers l'agroécologie et la souveraineté alimentaire qui sont des véritables solutions pour la société et la chaîne alimentaire.

2 *Chengeto Sandra Muzira, Forum des petits agriculteurs biologiques du Zimbabwe (ZIMSOFF), Zimbabwe*

En Afrique, les jeunes paysans organisés au sein de La Via Campesina sont des acteurs incontournables dans la promotion de l'agenda agroécologique. Nous jouons un rôle déterminant dans la sensibilisation et l'information sur l'agroécologie auprès du grand public à travers divers canaux et événements. Malheureusement, le manque de politiques publiques adéquates ou d'aides financières publiques aux jeunes paysans ainsi que l'appropriation croissante des graines des paysans par l'industrie représentent des obstacles majeurs pour la jeunesse zimbabwéenne.

Plusieurs organisations du sud, de l'ouest et de l'est de l'Afrique se sont considérablement engagées pour répondre à ces difficultés en organisant des ateliers de renforcement des capacités dans les pratiques agroécologiques. Les jeunes paysans sont aussi appelés à interpeller les différents ministères de l'agriculture durant la rédaction des politiques et leur mise en application. Les jeunes paysans de nos organisations suivent également des formations sur les dernières avancées technologiques ainsi que sur les débouchés et les menaces. Par exemple, nos ateliers tournaient autour des dangers causés par les OGM sur le continent africain et la numérisation de l'agriculture. Des organisations comme Kenya Peasants' League, le Forum des Agriculteurs de l'est et du sud de l'Afrique (ESAFF) en Ouganda, le Forum des petits agriculteurs biologiques du Zimbabwe (ZIMSOFF), le Mouvement des sans-terre ; les pays d'Afrique occidentale et centrale, l'União Nacional de Camponeses (UNAC) et la Confédération Paysanne du Congo (COPACO) ont continué à étendre le réseau et échanger des connaissances entre jeunes paysans et agriculteurs par le biais de séminaires, conférences et symposiums sur l'agroécologie.

4 *Marlan Ifantri Lase, Serikat Petani Indonésie*

La menace d'une crise alimentaire peut être atténuée en Indonésie car à de nombreux égards nous sommes toujours une société agricole forte. Pourtant, l'Indonésie compte sur des importations alimentaires comme le riz, la viande, le blé ou encore le sucre. En raison d'une application continue de la « sécurité alimentaire » comme approche au développement agricole et rural, les importations alimentaires menacent notre société. Le gouvernement doit accélérer l'application de la réforme agraire et protéger nos marchés locaux, afin de permettre aux producteurs d'aliments de vivre dignement, pour rendre la paysannerie et l'agriculture/production d'aliments attractives pour les jeunes.

Serikat Pateni Indonesia a permis la création de zones pour la souveraineté alimentaire (KDP) sur nos terres et territoires agricoles. KDP représente une zone où nous utilisons les ressources naturelles de manière agroécologique. Nous nous tournons vers l'agroécologie pour produire des aliments en quantités suffisantes, surs, sains, nourrissants et durables pour et par les personnes. Nous soutenons les moyens de subsistance en associant les récoltes aux marchés paysans dynamiques sur nos territoires. Nous promovons et pratiquons un système économique de coopératives pour garantir des prix justes pour le bien des paysans et des consommateurs locaux.

Participation du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP)

L'avenir de l'agriculture familiale, notamment l'agriculture, la pêche et l'élevage, est en péril pour de multiples raisons : les conséquences du changement climatique, la perte des savoirs traditionnels et les effets néfastes de politiques alimentaires qui, à différentes échelles, privilégient les grandes entreprises plutôt que les petits exploitants et les profits plutôt que le droit à l'alimentation. La combinaison de ces facteurs mène à une diminution progressive des petites exploitations, mettant ainsi en danger la sécurité alimentaire mondiale. Dans ce contexte déjà tendu, les difficultés pour assurer un renouvellement générationnel constituent un danger supplémentaire pour l'agriculture familiale.

Selon le Plan d'action global de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, le « renouvellement générationnel » consiste à « faire en sorte que les jeunes restent dans les exploitations et dans les communautés rurales ». Le plan en fait l'une des principales conditions pour que l'agriculture demeure « viable et durable ». Dans son rapport récent sur l'engagement et l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires, le Groupe d'experts de haut niveau du Comité des Nations Unies de la sécurité alimentaire mondiale évoque la notion de « durabilité générationnelle » et la définit comme « la collaboration intergénérationnelle et l'équilibre changeant et dynamique entre les générations ». Dans le rapport, le renouvellement générationnel est lié au degré de participation des jeunes dans les systèmes alimentaires et notamment : « un équilibre intergénérationnel atteint et nourri avec soin, et un échange multidirectionnel de connaissances propres à chaque génération, des stratégies sur les ressources et moyens de subsistance peuvent favoriser le rôle des jeunes à la tête d'une innovation fructueuse venant de l'intérieur pour les systèmes alimentaires, et pour qu'ils contribuent à des transformations agraires, rurales et urbaines durables. »

Quels sont les obstacles au renouvellement des générations dans l'agriculture familiale ? Et quelles approches, politiques et actions sont nécessaires pour surmonter ces obstacles et assurer la durabilité générationnelle tout en répondant aux besoins et aspirations des différentes générations ?

Entre mai et octobre 2022, le groupe de travail Jeunes du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) a mené une consultation mondiale ciblée pour répondre à ces questions. Ce fut l'occasion de donner aux Jeunes et autres membres du CIP du monde entier un espace pour se réunir, discuter de leurs besoins et échanger des idées. Même si l'analyse des résultats n'est pas encore terminée, la consultation a mis en lumière l'existence de nombreuses entraves communes à toutes les régions du CIP.

Quelques exemples :

- La marginalisation des agriculteurs familiaux dans les systèmes alimentaires, notamment à cause d'environnements légaux et juridiques peu favorables.
- Le manque de services légaux appropriés, qui permettraient des politiques et des infrastructures physiques propices au transfert intergénérationnel des ressources naturelles, des actifs agricoles, des connaissances et compétences, en particulier en dehors du domaine familial.
- La reproduction des obstacles socioculturels ancrés dans le patriarcat et le colonialisme complique voire empêche l'accès aux droits d'héritage pour les jeunes femmes, les minorités de genre et de sexe, et les jeunes indigènes.
- La faible rentabilité de l'agriculture familiale rend difficile voire impossible pour les jeunes de vivre de leur activité de paysan/producteur alimentaire.
- Le déclin de l'attractivité de l'agriculture familiale pour les jeunes en raison de la stigmatisation sociale persistante autour de l'activité de paysan et le manque de respect envers le statut social d'agriculteur familial.
- Le déclin de l'attractivité de l'agriculture familiale pour les jeunes au vu des difficultés émergentes engendrées par le changement climatique sur la production alimentaire.
- L'exode croissant des jeunes des campagnes vers les zones urbaines dû au manque d'infrastructures et services appropriés pour répondre aux besoins de la jeunesse rurale d'aujourd'hui.
- La marginalisation des jeunes dans les espaces de prise de décision à différents niveaux (régional, national, international), rendant ainsi leur participation purement symbolique, les prive de la possibilité d'être protagonistes.
- Le manque d'espaces adéquats pour permettre que les dialogues intergénérationnels sur le renouvellement des générations soient un processus bilatéral et non un transfert unilatéral des plus anciens vers des plus jeunes.

Lors de la consultation, le groupe de travail Jeunes du CIP a souligné l'importance de continuer à travailler en priorité sur le renouvellement des générations dans l'agriculture familiale. Il a également appelé à poursuivre la collaboration étroite avec d'autres groupes de travail, dans toutes les régions et les circonscriptions, car le sujet concerne tout le monde et pas seulement les jeunes. L'objectif pourrait être d'établir une position commune au sein du CIP et une stratégie internationale pour renforcer le renouvellement des générations dans l'agriculture familiale. Les Jeunes ont également évoqué la nécessité de se servir des résultats de la consultation pour continuer à influencer les actions et le travail de la FAO, en particulier dans le contexte de la DNUAF.

encadré 4 L'estaca

Dans cette vidéo (https://www.youtube.com/watch?v=9S_MHD-jL0o), les jeunes paysans d'Europe, sous l'égide de la Coordination Européenne de La Via Campesina (ECVC) entonnent la chanson populaire de protestation L'estaca du compositeur catalan Lluís Llach, symbole de la résistance contre le franquisme. La chanson compare le fascisme et toutes les formes d'oppression à un poteau (« l'estaca ») auquel nous sommes tous enchaînés, mais que nous pouvons faire tomber si nous tirons assez fort tous ensemble. Les paroles ont été traduites dans de nombreuses langues, en faisant ainsi un hymne universel de libération de toute forme de régime autoritaire et oppressif. Elles appellent à l'unité pour parvenir à se libérer.

Chanson originale en catalan:

Pour découvrir la traduction de la chanson en français, le lien est : <https://www.antiwarsongs.org/canzone.php?id=2320&lang=it#agg2956>

L'avi Siset¹ em parlava
de bon matí al portal
mentre el sol esperàvem
i els carros vèiem passar.

Siset, que no veus l'estaca
on stem tots lligats?
Si no podem desfer-nos-en
mai no podrem caminar!

Si estirem tots, ella caurà
i molt de temps no pot durar,
segur que tomba, tomba, tomba
ben corcada deu ser ja.

Si jo l'estiro fort per aquí
i tu l'estires fort per allà,
segur que tomba, tomba, tomba,
i ens podrem alliberar.

Però, Siset, fa molt temps ja,
les mans se'm van escorxant,
i quan la força se me'n va
ella és més ampla i més gran.

Ben cert sé que està podrida
però és que, Siset, pesa tant,
que a cops la força m'oblida.
Torna'm a dir el teu cant:

Si estirem tots, ella caurà
i molt de temps no pot durar,
segur que tomba, tomba, tomba

ben corca-
da deu ser
ja.

Si jo l'estiro
fort per aquí
i tu l'estires fort
per allà,
segur que tomba,
tomba, tomba,
i ens podrem alliberar.

L'avi Siset ja no diu res,
mal vent que se l'emportà,
ell qui sap cap a quin indret
i jo a sota el portal.

I mentre passen els nous vaillets
estiro el coll per cantar
el darrer cant d'en Siset,
el darrer que em va ensenyar.

Si estirem tots, ella caurà
i molt de temps no pot durar,
segur que tomba, tomba, tomba
ben corcada deu ser ja.

Si jo l'estiro fort per aquí
i tu l'estires fort per allà,
segur que tomba, tomba, tomba,
i ens podrem alliberar.



1 - « Siset » est le surnom de « Narcis ». Il pourrait s'agir là d'une référence à Narcís Llansa, un vieil homme avec qui Lluís Llach allait pêcher lorsqu'il était jeune.

